

COMPOSANTE 3: (le «comment» ou une stratégie de mise en œuvre) (maximum une page et demie)

a) Approche de mise en œuvre

Ce projet est une contribution à l'amélioration du dialogue et à la coexistence pacifique entre les guinéens. Il va appuyer la Commission Provisoire de Réflexion sur la Réconciliation Nationale à conduire les consultations nationales sur le processus et les mécanismes de réconciliation nationale. A cet égard, le projet contribuera :

- Au processus d'écoute des populations guinéennes pour recueillir leurs avis sur la manière de conduire la réconciliation nationale et les mécanismes les mieux appropriés ;
- A l'élaboration d'un rapport sur les consultations et d'un programme national indiquant la stratégie et les activités à mettre en œuvre pour une réconciliation nationale effective.

Il vise également à réaliser une étude diagnostique sur l'enseignement de l'histoire récente de la Guinée (Post coloniale) dans les écoles guinéennes et la manière dont elle est diffusée et partagée dans le secteur non formel, mais aussi à travers d'autres canaux : les journaux, la télévision, les romans, le folklore et l'histoire orale, et à faire des recommandations sur l'enseignement de l'histoire pour la réconciliation nationale.

De manière spécifique il permettra : d'assurer une réelle implication des populations, y compris les forces de défense et de sécurité dans l'élaboration et la mise en œuvre du processus de réconciliation nationale à travers des mécanismes de réconciliation durable qui intègrent la dimension genre, adaptés au contexte guinéen, compris et acceptés par les populations et qui répondent à leurs préoccupations et attentes et d'identifier les ressources humaines, matérielles ainsi que financières nécessaires aux mécanismes proposés.

Dans cette perspective la mise en œuvre du projet des consultations nationales bénéficiera sous l'accompagnement technique du HCDH d'une mobilisation des ressources pertinentes d'institutions telles que, l'OIF, OSIWA, le Centre international pour la justice transitionnelle, l'Institut pour la justice et réconciliation basée en Afrique du Sud, Interpeace, Folke Bernadotte ainsi que de personnes ressources ayant des expériences avérées et confirmées en matière de justice transitionnelle en général et de consultations nationales en particulier.

En ce qui concerne, les concepts liés à l'histoire, l'identité nationale et la question de la stabilité sociale, ils sont étroitement liés. Selon des sources diverses, le programme d'histoire en cours dans les écoles en Guinée ne prend pas en compte la période post 1958. En outre, la perception des guinéens de l'histoire du pays est très controversée. Or, elle pourrait significativement contribuer aux efforts de réconciliation nationale à travers la promotion d'un dialogue ouvert et vivant sur l'histoire.

Des recherches sont donc nécessaires pour évaluer la portée et la pertinence d'une telle initiative dans la perspective de la reconstitution de la mémoire collective partagée contribuant à la réussite du processus de réconciliation nationale dans sa phase active.

Le présent projet se présente donc en définitive comme une contribution de la Communauté Internationale aux efforts du Gouvernement pour une réconciliation nationale entre les guinéens. Il constitue également un apport important à la restitution concertée de l'histoire récente du Pays en vue d'une Réconciliation Nationale pouvant se fonder sur la restitution de la vérité historique. Pour ce faire le projet sera mis en œuvre dans une démarche conjointe avec l'accompagnement technique du HCDH comme agence leader, du PNUD comme Agence d'accompagnement opérationnel en lien étroit avec les coprésidents de la Commission provisoire de réflexion pour la réconciliation nationale en fonction des besoins et du plan de travail. S'agissant de l'UNICEF, elle travaillera en étroite collaboration avec le gouvernement pour assurer la

conduite technique et opérationnelle du volet qui concerne l'étude diagnostique sur l'enseignement de l'histoire récente de la Guinée.

Sur le plan organisationnel, l'architecture de mise en œuvre des consultations se présentera de la manière suivante :

-Au plan central, les coprésidents assureront le management stratégique des consultations et seront au cœur du processus tout au long de son déroulement. Ils seront appuyés par le Secrétariat qui servira d'organe de coordination des consultations sur le terrain et ce, sous la direction des coprésidents.

-Une équipe régionale par région administrative composée de trois personnes dont un chef d'antenne aura la responsabilité de mener les consultations au niveau de leur juridiction. Par préfecture, il sera recruté 1 point focal qui facilitera les activités des équipes régionales.

-Chaque équipe régionale disposera d'1 véhicule et chaque point focal d'un appui technique et financier à la facilitation de sa mission préfectorale

-Au plan international, sur la base des critères qu'ils auront définis, les guinéens de la diaspora seront consultés à travers l'administration de questionnaires via un site internet.

-Un centre de compilation des données recueillies du site ainsi que des résultats des consultations quantitatives sera installé à Conakry pour accompagner le traitement des informations reçues.

Une attention particulière sera accordée à ce qu'il y ait une représentation équitable des femmes et des hommes au niveau des points focaux, des équipes régionales ainsi que des personnes et groupes consultés. De même, les outils pour la conduite des consultations seront conçus pour tenir compte des besoins différenciés des femmes et des hommes et des données désagrégées par sexe seront collectées et exploitées dans le rapport final.

En vue d'une appropriation nationale effective du projet, une vaste campagne de communication et de mobilisation sociale sera menée en amont et en aval conformément à une stratégie de sensibilisation médias et hors médias.

Compte tenu de la sensibilité de la question, il est attendu que les différents membres de l'équipe répondent à des critères de crédibilité qui seront définis dans une fiche par la CPRN. A cet effet, les recrutements des membres obéiront à des critères de compétitivité. Une enquête de moralité précédera la signature définitive du contrat engageant le personnel concerné.

Quant au HCDH, ONUFEMMES et au PNUD, ils apporteront conformément à leur mandat leur appui technique à toutes les phases lors de la mise en œuvre de ce projet qui est complémentaire à d'autres activités prévues dans le cadre du second Plan Prioritaire. Le second Plan Prioritaire, faut-il le souligner porte sur l'axe Réconciliation Nationale qui prévoit des activités de dialogue inclusif et durable à travers les partis politiques, les femmes et les jeunes ainsi que des activités de prévention des conflits à travers des actions d'alertes précoces au niveau communautaire

ADBC

b) Budget :
b1) Budget détaillé
Composante 4: Budget

Principales activités	Intrants	Estimation de coûts (\$US)	Observations
Produit 1 : La Commission Provisoire de Réflexion sur la Réconciliation Nationale est outillée en matière de connaissances, capacités, infrastructure de travail pour la conduite d'un processus holistique de consultation et de réflexion sur la réconciliation nationale			
Opérationnalisation du siège de la CPRN			
Acquisition d'un immeuble devant servir de siège	Bureau CPRN	PM	
Acquisition de mobiliers	Mobiliers	70,000	
Acquisition de 4 véhicules 4 X 4 (25,000 X 4)	Véhicules	100,000	
Assurance, carburant et entretien des véhicules	Consommables	14,160	
Siège			
Acquisition du matériel et consommables informatiques	Fournitures informatiques	40,000	
Recrutement du personnel du secrétariat technique			
1 CTP international	Staff international	180,000	
1 Expert national avec un profil relatif aux questions de dialogue et de réconciliation	Staff national	20,000	
2 Consultants nationaux conseillers des Co-présidents (Payés à 50 %)		20,000	
1 Equipe de communication et de mobilisation sociale (1 expert international et 1 national)		170,000	
1 Chargé de programme		20,000	
2 Assistantes administratives		16,000	
Appui au renforcement de capacités de la CPRN			
Sessions de renforcement des capacités des coprésidents	Consultants	10,000	
Atelier de renforcement des capacités du personnel de la CPRN	Consultants	50,000	
Sessions du Comité de suivi	Billets d'avion	7,500	
Sous total 1		717,660	
Produit 2 : Les différents cadres de consultation sont mis en place et un environnement favorable aux consultations est créé			
Organisation de rencontres d'information avec	Consultants	10,000	

ADB

Principales activités	Intrants	Estimation de coûts (\$US)	Observations
les médias			
Organisation d'un cadre d'échanges avec les organisations de la société civile		10,000	
Organisation d'un séminaire gouvernemental sur les enjeux et défis liés à un processus de réconciliation nationale		30,000	
Organisation de rencontres avec les partis politiques, les associations de victimes, les forces de défense et de sécurité		15,000	
Organisation de 8 séminaires régionaux de 3 jours par région pour le public en général et avec des partenaires choisis de la société civile		50,000	
Sous total 2		115,000	
Produit 3 : Les avis de la population sur l'approche de la réconciliation nationale sont recueillis, et traités			
Acquisition de 8 antennes régionales		PM	
Equipement de 8 antennes régionales		60,000	
Fonctionnement de huit (8) antennes régionales (8 groupes électrogènes de 5Kva)		21,000	
Recrutement du personnel des 8 antennes régionales (1 Coordonnateur de projet et 2 assistants soit 1 administratif et 1 substantif) (1100 + 500)X8X6 mois		76,800	
Achat de 8 véhicules Pick Up pour les antennes régionales		200,000	
Assurance, carburant et entretien véhicule		23,840	
Recrutement de 12 Chauffeurs soit 1 pour chaque antenne régionale et 4 pour le Siège (Conakry) (Chauffeurs à 200 chacun. (200 X 4 X 8 et 8 X 200 X 6)		16,000	
Identification et mise en place de 33 points focaux préfectoraux pour une période de trois (3) mois		10,000	
Formation du personnel des antennes régionales et des points focaux (3,000 X8)	Consultants Kit de formation	25,000	
Élaboration et validation d'une stratégie et d'un guide opérationnel des consultations nationales	Consultant	PM	

ADBE

Principales activités	Intrants	Estimation de coûts (\$US)	Observations
Elaboration et validation d'une stratégie de sensibilisation, de communication et de mobilisation sociale sur les consultations nationales	Consultant	PM	
Organisation d'une cérémonie officielle de lancement des consultations nationales		20,000	
Mise en œuvre de la stratégie de sensibilisation, de communication et de mobilisation sociale		250,000	
Organisation des consultations au niveau national, local et via internet (ateliers thématiques, rencontres communautaires, entretiens individuels, entretiens avec des focus groups, reproduction, administration, recueil et traitement des questionnaires)		350,000	
Organisation de 8 ateliers régionaux de validation des conclusions et recommandations des consultations nationales par région		40,000	
Sous total 3		1, 092,240	
Produit 4 : Le rapport des consultations est remis au Président de la République, et fait l'objet d'une large diffusion et d'un large plaidoyer			
Elaboration du rapport final		PM	
Atelier national de validation du rapport national		10,000	
Organisation d'une cérémonie officielle de remise du rapport de réflexion sur la réconciliation nationale au Chef de l'Etat		10,000	
Edition et large diffusion du rapport des consultations auprès des acteurs nationaux et internationaux	Staff national	50,000	
Sous total 4		70,000	
Produit 5 : Une évaluation de l'enseignement de l'histoire récente du pays dans l'éducation formelle, non formelle et informelle et de son impact sur l'identité et le comportement chez les enfants et les adolescents est réalisée en lien avec la Commission provisoire de réflexion dans le cadre des consultations et adoptée			
5.1 Préparation des TDRs et appel d'offre pour recrutement du cabinet de consultants .	Comité de suivi	3 000	
5.2 Recrutement du cabinet	Consultants	2 000	
5.3 Conception d'une méthodologie pour l'évaluation, y compris la conception et de pré-	Consultants	75 000	

Principales activités	Intrants	Estimation de coûts (SUS)	Observations
test des outils et réalisation de l'étude.			
5.4 Élaboration de la proposition de projet incluant les objectifs détaillés, les résultats, les activités et une stratégie pour la mise en œuvre,	Consultants	10 000	
5.5 Organisation d'un atelier de validation et diffusion du rapport	Comité de suivi et consultants	15 000	
Sous Total 5		110 000	
Autres coûts divers (Assistance technique, suivi et évaluation, rapportage, etc)		50,000	
Sous total 6 (sous total 1+2+3+4+5+coût divers)		2, 155,300	
Frais de gestion 7%		150.871	
Sous total 6 (sous total 5 + frais de gestion)		2, 306,171	
Contribution du Gouvernement		400,000	
Total général		2, 706,171	

b2) Budget synthèse par agence

PROJECT BUDGET Total du Projet				
Categories	PNUD	HCDH	UNICEF	TOTAL ALLOCATION
1. Staff et autres personnels	393 800,00	125 000,00	13 500,00	532 300,00
2. Fournitures, matériels, commodités	450 000,00	0,00	0,00	450 000,00
3. Équipements, véhicules et mobilier (y compris les amortissements)	452 500,00	35 000,00	0,00	487 500,00
4. Services contractuels	460 000,00	0,00	85 000,00	545 000,00
5. Voyage	0,00	0,00	0,00	0,00
6. Les transferts et les subventions aux contreparties	89 800,00	0,00	0,00	89 800,00
7. Opérations Générales et autres coûts directs	31 700,00	7 500,00	11 500,00	50 700,00
Sous-Total Project Costs	1 877 800,00	167 500,00	110 000,00	2 155 300,00
8. Indirect Support Costs 7%	131 376,00	11 725,00	7 770,00	150 871,00
Total PBF	2 009 176,00	179 225,00	117 770,00	2 306 171,00
9. Participation du gouvernement	400 000,00	0,00	0,00	400 000,00
TOTAL	2 409 176,00	179 225,00	117 770,00	2 706 171,00

NB : Cette enveloppe budgétaire est répartie entre les deux phases du Plan Prioritaire. La première partie qui a été approuvée dans le cadre de la première phase du second plan prioritaire lors du Comité du Pilotage du 30 Mai 2012 qui est de 716.970 USD (Sept Cent Seize Mille Neuf Cent soixante Dix dollars). Cette enveloppe servira à l'acquisition de la logistique nécessaire au démarrage du projet. **La seconde partie du budget qui est de 1.589.201 USD (Un Million Cinq Cent Quatre Vingt Neuf Mille Deux Cent UN Dollars) est mobilisée dans le cadre de la deuxième phase du PPCP2 selon les modalités des projets à impacts rapides pour un démarrage accéléré.**

(La contribution de l'État sera affectée à la prise en charge du secrétariat permanent de la CPRN et la location des bureaux pour la période du projet).

c) la durabilité

Les agences d'exécution mettront en place une stratégie de mise en œuvre basée sur les acteurs nationaux étatiques et non étatiques. La réalisation du projet sera fondée sur la démarche participative et inclusive qui intégrera toutes les parties prenantes. Aussi, les meilleures pratiques en la matière de réconciliation seront-elles mobilisées ainsi que de personnes ressources ayant des expériences avérées et confirmées en matière de justice transitionnelle en général et de consultations nationales en particulier. Également, les pratiques endogènes et les expériences en la matière seront mises à profit.

Les ONG et autres structures d'exécution veilleront à l'émergence de compétences et de dynamiques internes au sein des équipes techniques, du gouvernement, des structures déconcentrées et des collectivités locales pour assurer la pérennité des acquis du projet. Aussi, les partenaires des OSC notamment les ONGs nationales évoluant dans les domaines de la promotion des droits de l'homme seront outillées à travers des dynamiques organisationnelles de partage d'expérience et de compétences.

Par ailleurs, les agences d'exécution en lien avec les ONG nationales et internationales veilleront à asseoir les bases d'un véritable leadership national dans le processus des consultations nationales et de renforcement de l'unité nationale. À cet effet, les ONG travailleront en étroite collaboration avec les institutions et départements ministériels impliqués en vue de favoriser l'appropriation nationale et l'ancrage des compétences, des comportements et des stratégies de consolidation de la Paix.

Le projet sera entièrement financé par le PBF avec une prise en charge des charges afférentes au fonctionnement du siège de la CPRN et la mise à disposition des ressources humaines par le Gouvernement Guinéen.

d) La gestion des risques

Risque	Probabilité du risque (élevé, moyen, faible)	La gravité de l'impact sur le projet (élevée, moyenne, faible)	Stratégies atténuation
1-Le détournement d'objectifs par des confusions opérées entre la tâche de la Commission provisoire de réflexion et une commission vérité et réconciliation.	moyen	élevée	Plaidoyer pour mitiger ce risque important, un travail de pédagogie doit être mené par toutes les parties prenantes
Confusion du fait des considérations linguistiques	moyen	élevée	la rigueur de la conformité des concepts aux réalités locales dans un langage simple et compréhensible
4-Conflicts postélectorales	élevé	élevée	Dialogue inclusif
5. L'intimidation des populations	moyen	moyenne	Plaidoyer, sensibilisation
L'intimidation et la corruption des acteurs du projet.	faible	élevée	Plaidoyer et sensibilisation
la multiplicité des interprétations de l'histoire récente et ancienne de la Guinée pourrait s'inviter dans la collecte des informations	faible	moyenne	La rigueur de la méthodologie qui sera utilisée
9- Exacerbation des clivages par les médias et « guerre » par médias interposés	faible	élevée	Respect du code des médias

e) Cadre de résultats et de suivi et d'évaluation :

Cadre de résultats pour les projets du plan PRF priorité :

Déclaration de politique générale / feuille de route nationale pour la consolidation de la paix : La Guinée s'oriente vers un pays démocratique, réconcilié, respectueux des principes de l'état de droit où tous les citoyens, notamment les femmes et les jeunes, participent à la vie économique et sociale dans un environnement de justice et de cohésion sociale et disposant des forces de défense et de sécurité républicaines, soumises à l'autorité civile légalement établie

But de soutien PBF (type de changement attendu): Accompagner la réalisation d'un document participatif qui propose une méthodologie pour un processus de réconciliation nationale qui garantit les droits à la vérité, à la justice, à la réparation et à la non-répétition

Résultat du Plan Prioritaire : L'environnement sociopolitique est inclusif et participe à favoriser l'enracinement du respect de l'État de Droit grâce aux mécanismes de prévention et de résolution des conflits appropriés au niveau local et national

Théorie du changement du projet: Si les résultats immédiats des projets PBF permettent de gérer efficacement la « mémoire du passé » à travers le partenariat inclusif (leaders politiques, religieux, institutions démocratiques, et des organisations de la société civile) et la formulation d'une méthodologie concertée de réconciliation nationale

Alors, les mécanismes de prévention et de gestion des conflits contribueront certainement à la cohésion sociale, à la dérispation des tensions et des rancœurs tant au niveau national que communautaire.

(1) Résultats (et les moteurs de conflits à résoudre)	(2) Indicateurs	(3) Données de référence et cibles finales	(4) Produits et activités	(5) Indicateurs	(6) Données de référence et cibles finales	(7) Agence d'exécution & institutions de mise en œuvre	(8) entrées / budget	(9) hypothèses et risques clés
Faire avancer la réconciliation nationale entre le peuple et l'Etat/les Forces armées d'une part, et entre les Guinéens eux-mêmes d'autre part	Les attitudes envers la réconciliation mesurées au moyen de sondages d'opinion au début et à la fin du projet et de suivi des médias.	A déterminer, au début du projet	Produit 1 : La CPRN est outillée en matière de connaissances, capacités, infrastructures de travail pour la conduite d'un processus holistique de consultation et de réflexion sur les mécanismes facilitant la réconciliation nationale.	- Le siège de la CPRN est opérationnel - Nombre de personnes recrutées et opérationnelles - Nombre de séminaires organisés et de participants	A déterminer, au début du projet	Agence d'exécution : - PNUD - HCDH Institutions de mise en œuvre : - CPRN Partenaires : - Gouvernement - Folke Bernadotte - Interpeace - OSIWA - FIDH	217 660 USD	Le détournement d'objectifs : il est à craindre que des confusions soient opérées entre la tâche de la Commission provisoire de réflexion et une commission vérité et réconciliation. Pour mitiger ce risque important,

(1) Résultats (et les moteurs de conflits à résoudre)	(2) Indicateurs	(3) Données de référence et cibles finales	(4) Produits et activités	(5) Indicateurs	(6) Données de référence et cibles finales	(7) Agence d'exécution & institutions de mise en œuvre	(8) entrées / budget	(9) hypothèses et risques clés
Idem	Idem		<p>Activités:</p> <p>1.1) Séminaires de formation des coprésidents, des membres de la commission, et du secrétariat;</p> <p>1.2) Renforcement des capacités du personnel de la CPRN</p>	<p>- Un système de collecte de données et systématisation de l'information est conçu et opérationnalisé</p>		<p>- ICTJ - OIF Autres partenaires : - UE - France</p>		<p>un travail de pédagogie doit être mené par toutes les parties prenantes.</p>
Idem	Idem	Idem	<p>Produit 2 : Les différents cadres de consultation sont mis en place et un environnement favorable aux consultations est créé au niveau central (Conakry)</p> <p>Activités :</p> <p>2.1) Opérationnalisation de cadres de consultation et information avec : - les médias; - les OSC.</p> <p>2.2) Séminaire gouvernemental sur les enjeux et défis liés à un processus de réconciliation nationale</p> <p>2.3) Rencontres avec les partis politiques, les associations de victimes, les forces de</p>	<p>- Nombre de réunions organisées par cadre de consultation et information</p> <p>- Nombre d'institutions clés qui ont été consultées</p> <p>- Idées présentées lors des consultations et séminaires sont systématiquement collectées</p> <p>- Nombre de participants aux séminaires régionaux</p>	A déterminer, au début du projet	Idem	115 000 USD	<p>1. Confusion du fait des considérations linguistiques : la conformité des concepts aux réalités locales dans un langage simple et compréhensible serait envisagée comme un défi important compte tenu du taux d'alphabétisation dans le pays</p> <p>2. Le manque de volonté Politique</p>

(1) Résultats (et les moteurs de conflits à résoudre)	(2) Indicateurs	(3) Données de référence et cibles finales	(4) Produits et activités	(5) Indicateurs	(6) Données de référence et cibles finales	(7) Agence d'exécution & institutions de mise en œuvre	(8) entrées / budget	(9) hypothèses et risques clés
Idem	Idem	Idem	<p>défense et de sécurité</p> <p>2.4) 8 séminaires régionaux de 3 jours par région pour le public en général et avec des partenaires choisis de la société civile</p> <p>Produit 3 : Les avis de la population sur l'approche de la réconciliation nationale sont recueillis et traités au niveau régional</p> <p>Activités :</p> <p>3.1) Recrutement de 8 équipes régionales et de 33 points focaux préfectoraux</p> <p>3.2) Élaboration et validation d'une stratégie et d'un guide opérationnel</p> <p>3.3) Élaboration et validation d'une stratégie de communication et de mobilisation sociale</p> <p>3.4) Organisation d'une cérémonie officielle</p> <p>3.5) Production et validation d'un rapport des consultations y inclus la structure en charge de la réconciliation nationale</p> <p>3.6) Organisation de</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Nombre de personnes recrutées (H/F) - # de structures représentatives impliquées dans l'élaboration des documents - # nombres d'acteurs H/F prenant part à la cérémonie - # de participants aux consultations nationales - # d'entretiens individuels réalisés - Qualité et inclusivité du rapport - Nombre et représentativité des participants aux ateliers de 	A déterminer, au début du projet	Idem	1 092 240 USD	L'intimidation des populations : les détracteurs du projet pourraient user de l'intimidation des populations lors de sa mise en œuvre et entraver ainsi l'expression de leur volonté.